

Arrêté n° ARR2026_05_URBA20

Le Maire de la Ville de PONT-L'ÉVÊQUE,

VU la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et suivants,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.2122-1, L.2122-1-1, L.2122-3, L.2125-1 et L.2125-3,

VU le Code Pénal, notamment ses articles R.610-5 et R.644

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté municipal du 6 juillet 1955 règlementant les travaux de voirie urbaine et rurale, et l'arrêté municipal du 6 juin 1977 relatif aux travaux effectués par les entreprises,

VU la requête en date du 12/05/2026 par laquelle la SARL DOMIN LE BARBIER L'ÉPI D'OR – 1 Place Jean Bureau, 14130 PONT L'ÉVÊQUE sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public (trottoir), situé devant la boulangerie l'Épi d'Or (1 place Jean Bureau et 1 rue du Catelet) dans le cadre de travaux de nettoyage des balcons et de la façade de la boulangerie, Place Jean Bureau, à hauteur du n°1.

CONSIDÉRANT que pour le bon déroulement de ces travaux, il y a lieu d'accorder une autorisation d'occupation du domaine public, Place Jean Bureau, à hauteur du n°1.

ARRÊTE

Article 1 – La SARL DOMIN LE BARBIER L'ÉPI D'OR est autorisée à d'occuper le domaine public (trottoir), situé devant la boulangerie l'Épi d'Or (1 place Jean Bureau et 1 rue du Catelet) dans le cadre de travaux de nettoyage des balcons et de la façade de la boulangerie, **mardi 19 mai 2026 de 8h00 à 18h00.**

Adresse des travaux

1 Place Jean Bureau – 14130 PONT-L'ÉVÊQUE

Article 2 – la SARL DOMIN LE BARBIER L'EPI D'OR devra mettre en place pour les piétons un cheminement protégé en amont et en aval du chantier.

Article 3 – Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation devra procéder à la remise en état des lieux.

Article 4 – L'occupation du Domaine Public sera soumise à redevance en application de la décision du Maire DEC2024_09_04 en date du 10 septembre 2024.

Article 5 – Le présent arrêté est pour tout ou partie révoquant soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect des conditions imposées par la réglementation municipale.

Article 6 – Le présent arrêté devra être tenu affiché en permanence sur les lieux et devra pouvoir être consulté à tout moment.

Article 7 – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 8 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif au 3 rue Arthur Le Duc 14000 CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9 – Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Pont-l'Évêque, Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipal, Monsieur le Maire et Madame la Directrice des Services Techniques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pont-l'Évêque,
Le 13 mai 2026

Le Maire,
Jérémy ROSEAU

